

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

SITUATION ECONOMIQUE 2018-2019 ET PERSPECTIVES 2020

Avril 2020

I. Environnement international et national

I.1 - Environnement international

Le début d'année 2020 est marqué par la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui conduirait inéluctablement à une récession économique mondiale. En effet, découvert en Chine en décembre 2019, la propagation du virus dans l'une des provinces industrielles et la psychose créée ont influé négativement sur l'économie de ce pays dans le courant du premier trimestre 2020. En outre, il s'est propagé très vite dans les autres pays du monde, avec un nombre de plus en plus croissant de contaminations et de décès. Face à l'ampleur de cette crise sanitaire, les Gouvernements ont adopté une série de mesures visant à protéger leurs populations et réduire la propagation du virus. Il s'agit entre autres, de restrictions d'accès aux pays, du confinement total et partiel des populations, de la distanciation sociale et de la fermeture des commerces non essentiels. Cependant, ces mesures de lutte affectent le secteur réel à travers la demande et l'offre de biens et services. A cet effet, la demande subit la baisse des revenus liée à la mise au chômage, à la limitation des déplacements et au repli de l'investissement du fait de l'accroissement des incertitudes. Concernant l'offre, elle est affectée notamment par l'interruption de certaines activités économiques et le ralentissement du rythme de travail dû au confinement.

Dans ce contexte, selon les perspectives économiques publiées le 14 avril 2020 par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale devrait se contracter de 3,0% en 2020 après une progression de 2,9% en 2019, avec une récession de 6,1% dans les pays avancés et de 1,0% dans les pays émergents et les pays en développement. S'agissant de l'Afrique subsaharienne, il est projeté une récession de 1,6% contre une croissance de 3,1% en 2019.

I.2 - Environnement national

Au niveau national, l'activité économique continue de tirer avantage de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Toutefois, la propagation du Covid-19, dont le premier cas de contamination a été enregistré le 11 mars 2020, a eu des conséquences néfastes sur l'activité économique. Cette situation s'explique par le fait que des mesures barrières fortes ont été prises par le Gouvernement pour réduire la propagation de la pandémie.

Afin de faire face à l'urgence sanitaire créée par le Covid-19 et limiter les dégâts économiques, sociaux et humanitaires, le Gouvernement a adopté un plan de riposte sanitaire d'un montant de 95,9 milliards ayant pour objectif une meilleure prise en charge des malades, le renforcement des systèmes de soins, l'accroissement des stocks de médicaments et l'endiguement du coronavirus.

En outre, pour apporter une réponse plus globale à la crise, un plan de soutien économique, social et humanitaire évalué à 1 700 milliards et visant à réduire les effets de la pandémie a été élaboré. Il se décline en trois (3) axes regroupés en (i) des mesures de soutien aux entreprises, (ii) des mesures d'appui à l'économie et (iii) des mesures sociales en faveur des populations.

Aussi, pour atténuer l'impact de la pandémie sur le système bancaire et le financement de l'activité économique dans les pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), la BCEAO a pris huit mesures fortes. Il s'agit notamment de l'accroissement des ressources mises à la disposition des banques, de l'autorisation à l'accès au refinancement de la Banque Centrale à 1 700 entreprises et de la promotion de l'utilisation des services électroniques.

Dans ce contexte, la croissance du PIB devrait ressortir à 3,6% en 2020 contre une situation de référence de 7,2%.

II. Estimations économiques en 2018 et 2019 et perspectives en 2020

II.1. Cadre macroéconomique 2018-2019

Comme en 2018, les activités économiques en 2019 ont évolué dans un environnement socio-économique normal et stable. La mise en œuvre des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la politique volontariste du gouvernement d'investir dans les secteurs moteurs de croissance se sont poursuivies. Ainsi, l'économie ivoirienne a affiché un taux de croissance de 6,9% en 2019 après 6,8%¹ en 2018, avec pour moteur du côté de l'offre, la production agricole, les industries manufacturières, les BTP et les services, puis du côté de la demande, les investissements et la consommation finale.

Les différentes composantes de l'offre et de la demande pour 2019 se présentent comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire a connu une hausse de 3,6% contre 5,3% en 2018. Cette performance est tirée principalement pour les deux années par l'agriculture d'exportation (+3,7% après +4,3% en 2018) et la production vivrière (+1,7% après +7,0% en 2018). La hausse de l'agriculture d'exportation est liée à celle de la plupart des productions, notamment le cacao, le coton graine, le caoutchouc et la banane. Quant à la production vivrière, elle a bénéficié d'une part, de la poursuite et des retombées des investissements sectoriels dans le cadre, notamment du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) et de la Stratégie Nationale de Développement du Riz (SNDR) et d'autre part, de la redynamisation des organisations professionnelles dans le secteur du vivrier.

Le dynamisme du secteur s'explique également par un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire a progressé en 2019 de 10,4% contre 10,7% en 2018, soutenu particulièrement par les BTP (+12,0% après +16,5% en 2018), les industries agroalimentaires (+12,7% contre +9,0% en 2018), les autres industries manufacturières (+5,0% contre +3,9% en 2018). Par ailleurs, il est à noter pour 2019, le rebond de l'extraction minière (+18,9%) et des produits pétroliers (+24,9%) alors qu'ils avaient chuté en 2018 respectivement de -3,3% et -167,7%.

Aussi, l'activité industrielle, soutenue par les investissements publics et privés, a bénéficié (i) de l'augmentation des capacités de production, (ii) de nouvelles installations, (iii) de la mise en œuvre du Programme d'amélioration de la compétitivité des entreprises de transformation du cacao et de l'anacarde et (iv) de la dynamique des demandes intérieures privées.

Le secteur tertiaire s'est accru de 6,6% en 2019 après 1,2% en 2018, grâce à l'ensemble de ses composantes, à savoir les transports (+7,2% après +8,0% en 2018), les télécommunications (+3,5% après +2,8% en 2018), le commerce (+6,7% après +6,9%) et les autres services (+6,9% contre -6,6% en 2018). La dynamique au niveau des services est impulsée par (i) la construction et la réhabilitation d'infrastructures de mise à marché, (ii) l'identification et la délivrance de la carte de commerçant, (iii) les actions de lutte contre la vie chère à travers l'amélioration de l'approvisionnement des marchés, (iv) les performances des secteurs primaire et secondaire et (v) le dynamisme l'intermédiation financière.

Le secteur non marchand a progressé de 4,4% en 2019 et de 32,2% en 2018 sous les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions sont ressortis en hausse de 8,4% en 2019 et 6,7% en 2018, grâce, notamment aux différentes réformes d'administration et de politique fiscale ainsi qu'au dynamisme de l'activité économique.

¹ Cf. Comptes annuels provisoires de l'INS.

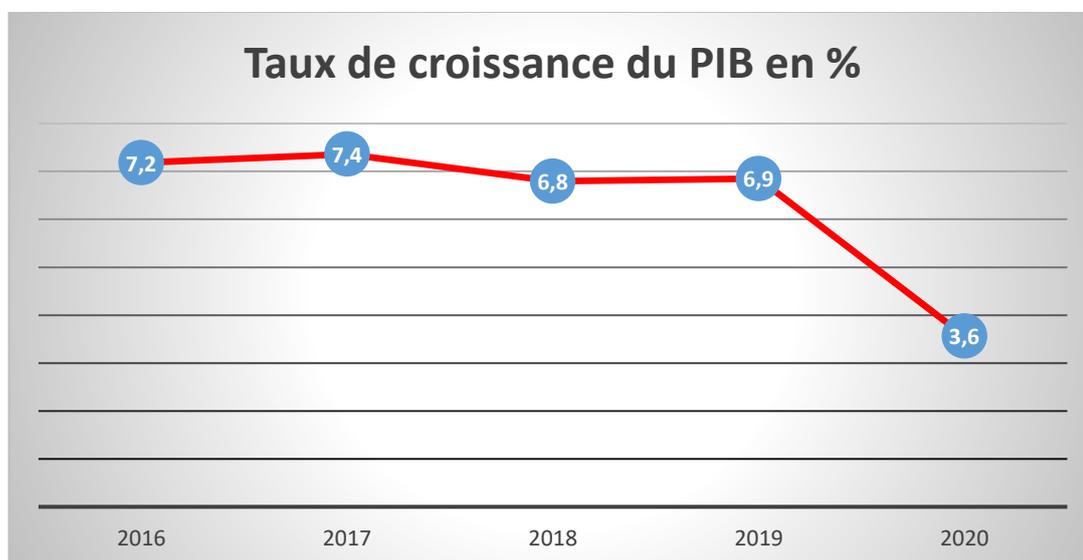
Au niveau de la demande, la croissance a été tirée en 2019 et 2018 par la consolidation de la consommation finale et l'affermissement des investissements.

La consommation finale (+4,6% après +7,2% en 2018) a bénéficié de la hausse des revenus des ménages aussi bien du privé que du public et de la création d'emplois. La hausse des revenus des ménages du public a résulté (i) de la poursuite du déblocage, tous les deux ans des salaires, commencé en 2013, pour l'ensemble des fonctionnaires et (ii) de la poursuite des promotions aux grades supérieurs A5, A6, A7 dans tous les emplois de la fonction publique. Concernant le secteur agricole, des efforts ont été consentis par le Gouvernement pour la poursuite du respect de son engagement visant à assurer des revenus stables aux producteurs, grâce notamment à la fixation d'un prix garanti bord-champ représentant au moins 60% du prix Coût, Assurance et Fret (CAF) de référence.

Les investissements (+9,8% après +18,2% en 2018) restent soutenus sur les deux années par le renforcement des outils de production dans le secteur manufacturier et la bonne tenue des BTP malgré la décélération en 2019. Les chantiers publics concernent les infrastructures économiques, notamment la construction du 4ème pont d'Abidjan, du barrage de Gribo Popoli, de l'autoroute Yamoussoukro-Tiébissou, de l'échangeur « Amitié Ivoirio-Japonnais », la Réhabilitation du pont Félix Houphouët Boigny.

Les importations de biens et services ont progressé de 1,5% en 2019 contre 2,2% en 2018 sous l'impulsion des besoins de de l'économie. **Les exportations de biens et services** ont été en hausse de 13,3% en 2019 après 5,6% en 2018 en relation avec la bonne tenue de l'agriculture d'exportation, des industries agroalimentaires et des industries manufacturières.

L'inflation a été contenue comme en 2018 passant de 1,7% à 0,8 en 2019. Elle est en dessous du seuil communautaire de maximum 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la poursuite de la politique de lutte contre la cherté de la vie.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II.2 - Prévisions économiques en 2020

Après un taux de croissance de 6,9% en 2019, l'économie ivoirienne devrait se situer à 3,6 % en 2020 contre 7,2% en situation de référence, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage en lien d'une part, avec un environnement international moins favorable, marqué notamment par le COVID-19 et des entraves au commerce international, et d'autre part, avec une hypothèse d'éradication de la pandémie à fin juin 2020 et d'une reprise graduelle de l'activité au second semestre.

Les prévisions de l'année 2020 sont fondées sur les points suivants :

- ✓ la maîtrise de l'épidémie à l'international et au niveau local au plus tard fin juin 2020 ;
- ✓ la non généralisation de la maladie sur l'étendue du territoire ;
- ✓ la prise en charge de toutes les personnes infectées ;
- ✓ le déconfinement total et la reprise graduelle des activités économiques sur le second semestre ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et l'accès aux débouchés à fin juin 2020 aussi bien à l'international qu'en interne ;
- ✓ la mise en œuvre harmonieuse du plan de soutien économique, social et humanitaire dans les meilleurs délais ;

Par conséquent, son évolution suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait baisser de 2,0% contre +3,6% en 2019 en relation avec le repli de l'agriculture d'exportation (-4,9%). Cette baisse découlerait notamment, de la réduction de la production de cacao (-8,3%) liée au repos végétatif et à la destruction des plantations atteintes par le swollen shoot.

Le secteur secondaire progresserait de 5,1% contre 10,4% en 2019 en lien avec la hausse des BTP (+11,0%), des industries agroalimentaires (+5,6%), de l'énergie (+4,7%) des autres industries manufacturières (+3,7%), malgré la baisse des produits pétroliers (-23,2%) et de l'extraction minière (-7,2%).

Le secteur tertiaire ressortirait à 5,0% en 2020 contre 6,6% en 2019, grâce au transport (+4,8%), aux télécommunications (+10,8%), au commerce (+4,5%) et aux autres services (+4,2%).

Le secteur non marchand devrait croître de 2,0% contre 4,4% en 2019, tenant compte des effets de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

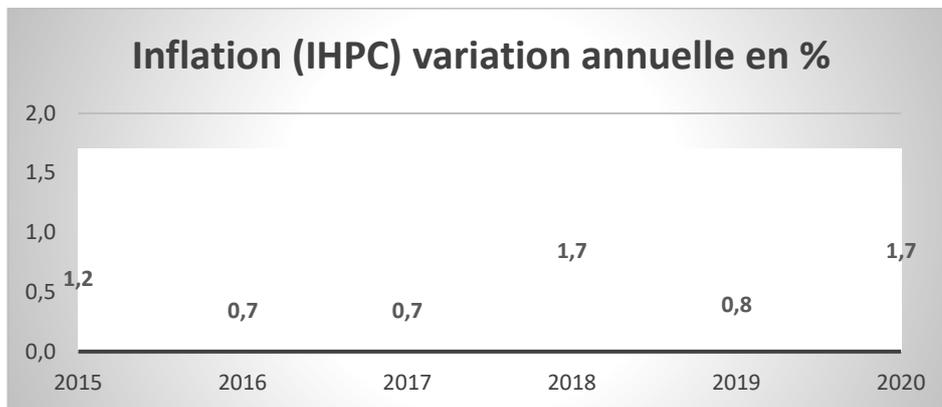
Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 4,0% contre 8,4% en 2019, grâce toujours aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par les investissements (+5,9%) et la consommation finale (+3,0%).

Les investissements seraient soutenus par la reprise des chantiers publics, notamment l'aménagement et le bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, la construction d'un pont à hauban sur la baie de Cocody, de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan sur le second semestre 2020. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 23,4% du PIB contre 22,9% en 2019. Le taux d'investissement public s'établirait à 4,1% en 2020 contre 4,2% en 2019.

Les importations de biens et services progresseraient de 1,2% contre 1,5% en 2019, toujours sous l'impulsion des économies nationales. **Les exportations de biens et services** se tasseraient à 0,3% contre 13,3% en 2019, en raison d'une production moindre de certaines spéculations de l'agriculture d'exportation notamment le cacao. En outre, il faut noter que les entraves au commerce international dues aux mesures prises pour contenir la propagation du Covid-19, ont freiné les échanges internationaux de biens et services.

L'inflation progresserait de 1,7% en 2020 contre 0,8% en 2019 en raison des effets pervers du Covid-19 qui suscitent la hausse des prix. Mais, elle resterait contenue grâce aux mesures prises pour approvisionner les marchés de biens de consommation finale et la poursuite de la politique de lutte contre la cherté de la vie.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

Conclusion

La crise économique liée à la pandémie du Covid-19 ne ressemble à aucune autre, même si des économistes y voient des similitudes avec la grande dépression de 1929. D'abord, le choc est violent et mondial. Les pertes de production liées à cette urgence sanitaire et aux mesures prises pour l'endiguer sont probablement bien supérieures à celles de la crise financière mondiale de 2008-2009. Ensuite, comme pour une guerre ou une crise politique, la durée et l'intensité du choc demeurent très incertaines. Enfin, la politique économique seule n'est pas adaptée pour répondre efficacement à cette crise. Lors de crises ordinaires, les dirigeants essaient d'encourager l'activité économique en stimulant la demande globale le plus rapidement possible. Cette fois, la crise est dans une large mesure la conséquence des mesures d'endiguement qu'il a fallu prendre face à cette crise sanitaire. Stimuler l'activité devient donc plus difficile et, du moins pour les secteurs les plus touchés.

Par ailleurs, en se fondant sur la maîtrise de la pandémie à fin juin 2020, au niveau national comme à l'international, une reprise est prévue pour 2021 et le retour à la normale devrait se faire à partir de 2022.

Cependant, des résultats bien pires sont probables. Il en sera ainsi tant que la pandémie et l'application de mesures pour freiner la pandémie perdurent, si les pays émergents et les pays en développement sont encore plus touchés, si les conditions financières demeurent restrictives ou si des séquelles à grande échelle se font sentir en raison des fermetures d'entreprises et d'un chômage prolongé.

ANNEXE 1 : TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS (ANNEE DE BASE CONSTANTE FIXE = 2015)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
version du 09/04/2020	réal.	réal.	réal.	prov	est	prév
1. En valeur (milliards Francs courants)						
PIB total	27 086,2	28 423,9	29 955,0	32 063,0	34 447,0	36 044,0
Variation annuelle en %	0,0	4,9	5,4	7,0	7,4	4,6
PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)	1 143,7	1 170,3	1 202,6	1 255,2	1 314,9	1 341,6
Epargne intérieure brute (EIB)	6 901,6	6 656,1	6 416,8	6 720,0	7 737,4	8 172,1
en % du PIB	25,5	23,4	21,4	21,0	22,5	22,7
FBCF	6 408,2	6 117,4	6 027,5	7 157,0	7 901,1	8 425,1
Taux d'investissement en %	23,7	21,5	20,1	22,3	22,9	23,4
public	5,8	5,4	5,4	4,8	4,2	4,1
privé	17,9	16,2	14,7	17,6	18,8	19,3
Solde commercial (FOB-FOB)	838,8	703,2	946,2	220,0	896,3	784,3
Taux de couverture en %	113,7	112,1	115,9	103,4	113,6	111,6
PIB en francs constants 2015 (milliards FCFA)	27 086,2	29 030,7	31 167,3	33 284,6	35 565,4	36 833,5
PIB/hab à prix constant 2015 (milliers de FCFA)	1 143,7	1 195,2	1 251,2	1 303,0	1 357,6	1 371,0
Délateur du PIB base 100 = 2009	100,0	97,9	96,1	96,3	96,9	97,9
2. Variations en volume (en %)						
PIB total		7,2	7,4	6,8	6,9	3,6
- secteur primaire		-4,0	3,3	5,3	3,6	-2,0
- secteur secondaire		5,3	15,4	10,7	10,4	5,1
- secteur tertiaire		11,8	5,5	1,2	6,6	5,0
-secteur non marchand		15,1	-2,3	32,2	4,4	2,0
- droits et taxes		1,9	20,3	6,7	8,4	4,0
PIB par habitant		4,5	4,7	4,1	4,2	1,0
FBCF		3,2	5,8	18,2	9,8	5,9
Consommation finale		10,7	8,3	7,2	4,6	3,0
Exportations de biens		-6,8	10,0	5,2	14,0	0,6
Importations de biens		0,5	11,2	3,8	1,4	1,4
3. Prix implicites (variation annuelle en %)						
Déflateur implicite du PIB		-2,1	-1,8	0,2	0,5	1,0
Déflateur conso. des ménages		-3,7	0,2	0,4	0,8	1,3
IHPC (moyenne annuelle %)		0,7	0,7	1,7	0,8	1,7
Termes de l'échange des biens		6,3	4,5	-11,9	-2,3	-1,0
4. Contributions à la croissance du PIB						
- secteur primaire		-0,7	0,5	0,8	0,6	-0,3
- secteur secondaire		1,0	3,0	2,2	2,2	1,1
- secteur tertiaire		5,4	2,7	0,5	2,9	2,2
- secteur non marchand		1,3	-0,2	2,7	0,5	0,2
- droits et taxes		0,1	1,4	0,5	0,7	0,3
Total PIB		7,2	7,4	6,8	6,9	3,6
5. Données en dollar US						
PIB nominal (milliards)	45,8	48,0	51,6	57,8	58,8	61,2
PIB par habitant	1 934,7	1 974,2	2 070,3	2 260,7	2 244,3	2 276,9
FBCF(milliards)	10,8	10,3	10,4	12,9	13,5	14,3
Exportations totales (milliards)	12,5	11,8	12,9	13,0	13,8	13,8
dont biens	11,8	11,0	11,9	11,9	12,7	12,8
Importations totales (milliards)	11,6	11,0	12,2	13,3	13,0	13,2
Pour mémoire:						
Nombre d'habitants (millions) (*)	23,7	24,3	24,9	25,5	26,2	26,9
croissance démographique en %	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	591,2	592,8	580,9	555,2	585,9	589,2

Source : MEF / Direction Générale de l'Economie / DPPSE, Institut National de la Statistique (INS).

(*) RGPH mai 2014, population en fin d'année

ANNEXE 2 : HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2016-2020 (Version provisoire)

	2016	2017	2018	2019	2020
Productions (en milliers de tonnes)	réal.	réal.	prov	est	prev
Café	105,6	33,6	123,9	94,2	115,0
Cacao	1 634,4	2 033,5	2 113,2	2 235,0	2 050,0
Bananes	427,0	438,1	464,7	499,6	491,6
Ananas	38,9	48,9	48,5	49,1	50,3
coton graine	332,4	352,7	387,0	482,4	500,2
Huiles de palme	451,0	482,0	513,9	535,4	539,6
Sucre	188,0	191,6	186,6	190,6	194,4
Caoutchouc	453,0	606,4	624,1	850,0	864,0
Anacarde	649,6	711,2	761,3	634,6	639,7
Pétrole (milliers de barils)	15 425,9	12 440,5	11 784,6	13 194,0	10 165,0
<i>Barils/jour</i>	42 262,7	34 083,6	32 286,7	36 148,0	27 849,3
Gaz (millions de metre cube)	2 395,0	2 153,3	1 955,3	2 088,3	1 876,5
Or (en kilogramme)	25 054,6	25 395,8	24 457,4	32 568,0	32 010,0
Manganèse (tonnes)	200 280,0	510 073,0	797 911,0	1 181 803,6	1 164 000,0
Diamant (carats)	16 290,0	7 360,8	5 678,3	3 989,6	6 305,0
Nickel (milliers de tonnes)		379,8	889,6	660,1	970,0
Production de produits pétroliers (Kt)	2 895,6	3 357,6	3 376,4	4 071,2	3 517,1
Production d'électricité (GWH)	10 072,2	9 962,9	10 013,6	10 630,1	11 207,6
Croissance en volume (en %)					
OFFRE					
Secteur primaire	-4,0	3,3	5,3	3,6	-2,0
Agriculture vivrière, élevage	1,0	11,6	7,0	1,7	3,2
Agriculture d'exportation	-6,7	0,6	4,3	3,7	-4,9
Sylviculture	1,8	7,0	1,0	21,9	0,0
Pêche	1,3	-26,7	12,7	0,0	-0,2
Secteur secondaire	5,3	15,4	10,7	10,4	5,1
Extraction minière	16,9	-17,4	-3,3	18,9	-7,2
Industries agro-alimentaires	-6,4	14,5	9,0	12,7	5,6
Produits pétroliers	-180,9	0,0	-167,7	24,9	-23,2
Energie (gazealec)	11,0	128,0	1,0	-3,3	4,7
BTP	34,3	24,2	16,5	12,0	11,0
Autres industries manufacturières	0,8	7,3	3,9	5,0	3,7
Secteur tertiaire	11,8	5,5	1,2	6,6	5,0
Transports	10,8	-17,5	8,0	7,2	4,8
Télécommunication	47,2	19,5	2,8	3,5	10,8
Commerce	14,0	12,4	6,9	6,7	4,5
Autres services	5,7	9,9	-6,6	6,9	4,2
Droits et taxes	1,9	20,3	6,7	8,4	4,0
Pib non marchand	15,1	-2,3	32,2	4,4	2,0
DEMANDE					
Consommation finale	10,7	8,3	7,2	4,6	3,0
<i>Consommation des ménages</i>	11,4	7,4	7,8	4,6	2,8
<i>Consommation publique</i>	7,8	16,3	1,9	4,3	4,5
Investissements	3,2	5,8	18,2	9,8	5,9
<i>Investissements privés</i>	3,2	5,8	18,2	13,9	7,2
<i>Investissements publics (*)</i>	3,2	5,8	18,2	-3,0	1,5
Exportations de biens et services	-6,8	10,0	5,6	13,3	0,3
Importations de biens et services	0,5	11,2	2,2	1,5	1,2
Produit intérieur brut (PIB)	7,2	7,4	6,8	6,9	3,6
Déflateur	-2,1	-1,8	0,2	0,5	1,0

Source: MEF/DGE/DPPSE